

PERMANENCES DURANT L'AÏD

Contradiction entre les chiffres officiels et le constat des citoyens

Le ministère du Commerce est affirmatif. Plus de 99% des commerçants et plus de 97% des boulangers ont respecté le calendrier des permanences durant les deux jours de l'Aïd. Or, le citoyen est en colère face à sa difficulté de s'approvisionner.

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) – Dans la capitale, 99,56 des commerçants et 98,26 % des boulangers réquisitionnés pour assurer la permanence ont respecté l'instruction, selon la Direction du commerce de la wilaya d'Alger. À Saïda, le taux établi par la Direction du commerce de cette wilaya est de 99,46% des commerçants, Blida 97,75 %, Oran 99,93 %, Batna 99,14%, Bechar 97,25 %, Ouargla 99,92 %, Annaba 99,53% et Sétif 99,52%. Le taux national du respect du calendrier des permanences donné par le ministère du Commerce est de 99, 12% sur les 34 278 commerçants concernés.

Selon Bouras Abdelmoumen, directeur de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger, «la loi permet à toute personne exerçant une activité commerciale de fermer pour congé hebdomadaire, annuel et durant les fêtes légales seulement la loi nous permet aussi d'imposer à ces gens-là des permanences». Tout en revendiquant «la crédibilité des chiffres officiels», M. Bouras a indiqué qu'en plus des 609 boulangeries désignées de permanence dans la capitale, une boulangerie industrielle a été aussi réquisitionnée et 15 points de ventes ont été mis en place dans différentes circonscriptions. Les Algérois ont ainsi, dit-il, consommé plus de 4 000 baguettes de pain pendant les deux premiers jours de l'Aïd. Il a précisé que parmi les boulangeries réquisitionnées, 23 n'ont pas ouverts le premier jour de l'Aïd et 6 pendant le deuxième jour.

Pour ces derniers, le responsable du commerce qui a mobilisé 328 agents de contrôle, se dit intransigeant : «Tous les magasins concernés par le programme des permanences et n'ayant pas respecté le mot d'ordre seront fermés pendant une période d'un mois». Il a souligné que le marché de gros de Semmar est à 100 % ouvert depuis hier, mardi. Selon lui, «six magasins de gros du marché de Semmar ont fermé, lundi, troisième jour de l'Aïd, et des mesures seront prises à leur rencontre».

Le ministre de Commerce, tout en menaçant d'appliquer la réglementation d'une manière stricte, est satisfait de son opération et affirme que «les Algériens n'ont pas eu de mal à s'approvisionner». Pourtant, le citoyen crie au scandale et pointe du doigt le «non-sérieux des pouvoirs publics qui n'arrivent pas à obliger les commerces à assurer la continuité de l'activité commerciale».

Ainsi, le consommateur «traîne» d'un quartier à un autre à la recherche de produits de large consommation, en particulier le pain et le lait. Peine perdue, puisque ces produits phares étaient presque introuvables.

Le directeur de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger rebondit et explique que «le citoyen doit comprendre qu'il s'agit d'un service minimum». Il est donc inconcevable, selon lui, de contester les chiffres officiels qui sont basés uniquement sur le nombre de commerçants réquisitionnés pour la permanence et non sur l'ensemble des commerçants en activité.

M. Boulouar, porte-parole de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens), estime que c'est les APC qui n'ont pas joué leur rôle. «Les APC devaient informer le citoyen sur les commerces désignés en affichant les listes des permanences dans les espaces publics pour qu'il n'y ait pas tout ce flou» a-t-il indiqué.

L'UGCAA, qui ne conteste pas les chiffres du ministère du Commerce, estime que «le citoyen n'a pas compris la notion du service minimum d'où ces contres-déclarations». Cependant, ce porte-parole estime que le ministère de l'Agriculture doit à son tour mettre en place un calendrier de permanence pour les fournisseurs en approvisionnement et les chambres froides. D'ailleurs, dit-il, suite au problème du manque d'approvisionnement, les prix des fruits et légumes ont augmenté de 30% durant ces fêtes.

Cependant, s'il est vrai que certains boulangers ont daigné ouvrir, de peur de sanctions, ils se sont limités ou carrément convertis à la vente de pâtisseries et confiseries. D'autres ont préféré revendre leur pain très tôt le matin aux revendeurs informels afin de se libérer et libérer leurs travailleurs. Peut-on parler dans ce cas du respect du programme de permanence ?

S. A.

POSTE ET TIC

La coopération avec la Serbie ira en s'intensifiant, selon Derdouri

Pour Fatma-Zohra Derdouri, la coopération entre l'Algérie et la Serbie ira en s'intensifiant dans le domaine de la poste et des technologies de l'information et de la communication. La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication intervenait, hier, en marge de la cérémonie d'émission d'un timbre commun entre les deux pays.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La ministre précisera au siège de la Grande Poste en présence de l'ambassadeur de Serbie qu'il s'agit de l'échange d'expériences et d'assistance en matière de services électroniques et de prestations financières entre l'Algérie et la Serbie. Elle a aussi évoqué d'autres axes de coopération qui peuvent être exploités tels que l'encouragement des porteurs de projets et des

initiatives start-up ainsi que la promotion de la recherche et développement dans le domaine des TIC. Le nouveau timbre est réalisé par Algérie Poste en commémoration du 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Serbie. L'émission du timbre, après celui réalisé par la poste serbe en décembre 2013, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la 20^e session de la commission intergouvernementale mixte algéro-serbe de

coopération économique, scientifique et technique, tenue à Belgrade les 6 et 7 novembre 2013. La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication rappellera également que les liens entre les deux pays ont été tissés bien avant l'établissement officiel des relations diplomatiques. Une exposition philatélique organisée conjointement entre les deux pays est aussi consacrée au thème de l'émission philatélique.

F.-Z. B.

KHEMIS MILIANA

La postière victime d'un hold-up obligée par Algérie Poste de rembourser les 50 millions volés

Mercredi dernier, l'agence postale du quartier Souffay, à l'est de la ville, a été l'objet d'un hold-up spectaculaire en pleine matinée alors que le hall était archicomble, en cette veille de l'Aïd.

Une des guichetières qui était à court de liquidités s'est absentée un moment pour aller approvisionner sa caisse auprès du receveur. Un moment après, elle revient au guichet avec 2 paquets de billets de banque de 510 millions de centimes chacun. Selon des témoignages, elle a posé ces deux paquets sur son bureau.

C'est le moment que choisit un individu, avec un sac en bandoulière, pour se hisser sur le comptoir et tenter de s'accaparer des 2

paquets. Il arrive à saisir un des paquets, l'autre, la postière n'a pas voulu le lâcher. L'individu fait volte-face alors et prend ses jambes à son cou.

A la sortie, un homme assez courageux tente alors de s'interposer face au malfaiteur et agrippe le sac à dos. Le fuyard, de peur d'être pris, le paquet de 50 millions entre les mains, se laisse déposséder du sac et continue sa fuite en direction des hauteurs du quartier. La police est arrivée et a entamé son enquête, qui a abouti très vite à l'identification de l'auteur du hold-up, qui avait oublié sa carte d'identité dans le sac. Somme toute, la procédure semble classique dans ce cas de figure. L'auteur de ce vol est toujours en cavale avec son butin.

Cependant, ce qui n'est pas classique du tout, c'est que Algérie Poste somme la guichetière, victime, de... rembourser les 50 millions volés. Simple fonctionnaire avec ses 5 années d'ancienneté, la postière se voit infliger une double punition. Le choc psychologique qui a suivi l'agression, d'une part, et d'être obligée de rembourser la somme indiquée. Quelles déductions tirer de la décision décrétée

par Algérie Poste ? De nombreuses questions sont posées par les citoyens. «Et si la postière avait été agressée physiquement à l'arme blanche ? Elle serait condamnée à payer aussi son agresseur ?»

Ici, on pense que c'est la solution de facilité qui est choisie par la tutelle qui n'a pas su protéger les agents dans l'exercice de leur fonction. De plus, cette guichetière avait-elle reçu une formation la préparant à ce genre d'agression ? Quel a été le rôle des agents de sécurité ? Le responsable de la poste a-t-il rappelé les consignes de sécurité ? La poste elle-même était-elle sécurisée ? Face au diktat de la tutelle, un vaste mouvement

de solidarité avec la malheureuse victime est né autour d'elle et une quête auprès de tous ses collègues de la wilaya s'organise. Selon nos informations, déjà plus de 20 millions de centimes ont été collectés et la quête continue.

Par ailleurs, Algérie Poste a-t-elle assuré ses structures et ses agents contre le vol et les risques de ce genre ? Si l'assurance venait à rembourser la somme volée qui en bénéficierait à celui la contractant, signataire de la police de l'assurance ou l'agent victime du vol ? Ce sont là quelques-unes des questions que tout le monde se pose ici.

Karim O.